

**Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités**  
**21 février 2017 – 12h**

L'allocation prononcée fait foi

Madame la Présidente, Messieurs les Vice-présidents, Mesdames et Messieurs les Députés,

Je vous remercie d'avoir invité l'équipe du directeur parlementaire du budget à comparaître pour discuter de notre *Premier rapport au Parlement sur le Nouveau plan en matière d'infrastructures du Canada – Suivre la piste des fonds*.

Comme l'indique son titre, ce rapport du DPB est le premier d'une série de rapports sur l'infrastructure qui s'ajouteront à nos publications régulières, comme le *Suivi économique et financier* et les *Perspectives économiques et financières semestrielles*.

Nous avons également produit un tableau récapitulatif de nos prévisions en ce qui concerne les progrès du Nouveau plan d'infrastructures du Canada et de ses retombées économiques potentielles.

Mes collègues et moi sommes très conscients que, à titre de députés, vous accordez, à juste titre, beaucoup d'importance à l'aspect régional des dépenses en infrastructure. Nous suivons certes la part provinciale des projets, mais l'objet premier de nos rapports sur les infrastructures est d'assurer la transparence et de montrer clairement comment les fonds affectés dans le cadre du Nouveau plan d'infrastructures sont répartis entre divers emplacements, programmes et projets, et – selon les données dont nous disposons – la nature et l'échelonnement de ces projets dans le temps. Le Parlement devrait ainsi être en mesure de mieux comprendre les résultats et les risques associés au Nouveau plan d'infrastructures et de demander des comptes au gouvernement.

Suivre des investissements en infrastructure de 12 milliards de dollars, répartis sur deux ans et administrés par 31 ministères et organismes, risque de présenter sa part de défis pour les parlementaires, c'est pourquoi, en vertu de notre mandat législatif, nous assurerons un suivi de l'évolution de ces investissements.

Dans l'immédiat, il nous fera plaisir à mes collègues et moi-même de répondre à vos questions.

Merci Madame la Présidente

**Tableau 1 : Phase 1 nouveau plan en matière d'infrastructure du Canada<sup>1</sup>**

	<u>2016-2017</u>	<u>2017-2018</u>	<u>Total</u>
<b>Dépenses fédérales prévues (en millions de \$)<sup>2</sup></b>			
<b>Budget de 2016</b>	<b>3 967</b>	<b>7 316</b>	<b>11 283</b>
<b>Répercussions économiques (avril 2016)<sup>3</sup></b>			
<b>Multiplicateur de l'investissement en infrastructure</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur le PIB réel (en %)</b>	<b>+0,17</b>	<b>+0,33</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur l'emploi (en milliers)</b>	<b>+8,3</b>	<b>+22,6</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur les équivalents temps plein (en milliers)</b>	<b>+13,0</b>	<b>+33,5</b>	<b>+46,5</b>

**Tableau 2 : Prévisions actuelles du DPB<sup>4</sup>**

	<u>2016-2017</u>	<u>2017-2018</u>	<u>Total</u>
<b>Dépenses</b>	<b>2 731</b>	<b>7 688</b>	<b>10 419</b>
<b>Répercussions économiques (février 2017)</b>			
<b>Multiplicateur de l'investissement en infrastructure</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur le PIB réel (en %)</b>	<b>+0,11</b>	<b>+0,34</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur l'emploi (en milliers)</b>	<b>+3,3</b>	<b>+21,7</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur les équivalents temps plein (en milliers)</b>	<b>+5,6</b>	<b>+32,8</b>	<b>+38,4</b>

**Tableau 3 : Différence nette<sup>5</sup>**

	<u>2016-2017</u>	<u>2017-2018</u>	<u>Total</u>
<b>Dépenses (en millions de \$)</b>	<b>-1 236</b>	<b>+372</b>	<b>-864</b>
<b>Dépenses (% des dépenses prévues)</b>	<b>69</b>	<b>105</b>	<b>92</b>
<b>Incidence sur le PIB réel (en %)</b>	<b>-0,06</b>	<b>+0,01</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur l'emploi (en milliers)</b>	<b>-5,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>S.O.</b>
<b>Incidence sur les équivalents temps plein (en milliers)</b>	<b>-7,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>-8,1</b>
<b>Incidence sur le solde budgétaire (en millions de \$)<sup>6</sup></b>	<b>+1 045</b>	<b>+1 109</b>	<b>S.O.</b>

<sup>1</sup> Données présentées dans le budget de 2016 et l'Énoncé économique de l'automne.

<sup>2</sup> Les chiffres des dépenses sont présentés selon la méthode de comptabilité de trésorerie.

<sup>3</sup> Les données relatives aux répercussions économiques correspondent à celles publiées initialement par le DPB en avril 2016, et n'englobent donc pas les mesures de relance annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne.

<sup>4</sup> Incluant un nouveau déboursé de 700 millions de dollars annoncé dans l'Énoncé économique de l'automne. Le DPB suppose qu'il n'y aura pas de retards entre le transfert de fonds aux gouvernements infranationaux et leurs dépenses d'infrastructure.

<sup>5</sup> La différence nette entre les dépenses prévues par le ministère des Finances du Canada et les prévisions actuelles du DPB, de même qu'entre l'estimation des répercussions économiques faite initialement par le DPB en avril 2016 (qui n'englobe pas les mesures de relance annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne) et les prévisions actuelles du DPB.

<sup>6</sup> Chiffres présentés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Le DPB suppose actuellement que les transferts fédéraux destinés aux infrastructures seront reportés en 2017-2018 au taux moyen à long terme. Par conséquent, certains fonds prévus pour la phase 1 seront dépensés en 2018-2019.